



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE TARN ET GARONNE

A.P. N° 2014- 2 3 9 - 0018

ARRETE PREFECTORAL
Portant modification du plan de prévention
des risques naturels prévisibles inondation du Bassin de la Garonne Amont
sur le territoire des communes du bassin

Le préfet de Tarn-et-Garonne

Vu le Code de l'environnement, les articles des Livres I III et V relatifs à la «Prévention des risques naturels» et notamment l'article L.562-4-1 ;

Vu la Loi n° 82-600 du 31 juillet 1982 modifiée, relative à la mise en place d'un dispositif faisant appel à la solidarité nationale et aux compagnies d'assurances ;

Vu la Loi n° 87-595 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs, notamment ses articles 40.1 à 40.7, issus de la loi n° 95-101 du 2 février 1995, article 16.1. ;

Vu la Loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;

Vu la Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010, dite Loi Grenelle 2, portant engagement national pour l'environnement ;

Vu l'ordonnance n° 2011-1539 du 16 novembre 2011 relative à la définition des surfaces de plancher prises en compte dans le droit de l'urbanisme ;

Vu le Décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif à l'élaboration des plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

Vu le Décret n° 95-115 du 15 octobre 1995 modifié par le Décret n° 2000-1143 du 21 novembre 2000 relatif à l'expropriation des biens exposés à certains risques naturels majeurs menaçant gravement des vies humaines ainsi d'au fonds de prévention des risques naturels majeurs ;

Vu le Décret n° 2005-3 du 4 janvier 2005 relatif à l'élaboration des plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

Vu le décret n°2011-765 du 28 juin 2011 instaurant une procédure de modification de PPR, codifiée aux articles R562-10-1 et R562-10-2 du code de l'environnement. Procédure réservée à des modifications du contenu d'un PPR qui ne portent pas atteinte à l'économie générale du plan, telles des erreurs matérielles ;

Décret n° 2011-2054 du 29 décembre 2011 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2011-1539 du 16 novembre 2011 relative à la définition des surfaces de plancher prises en compte dans le droit de l'urbanisme

Vu la circulaire NOR/INTE du 24 novembre 2000 relative aux arrêtés du 5 septembre 2000 renforçant le lien entre l'indemnisation des dommages résultant des catastrophes naturelles et les mesures de prévention des risques ;

Vu la circulaire NOR/DEVL1202266C du 3 février 2012 relative au respect des modalités de calcul de la surface de plancher des constructions définie par le livre I du code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté préfectoral AP 99-1081 en date du 19 juillet 1999 approuvant le Plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles Inondation du secteur Garonne Amont sur le territoire de 54 communes ;

Vu l'arrêté préfectoral AP 00-1618 en date du 6 novembre 2000 approuvant la révision du zonage sur les communes de Grisolles et Pompignan et du règlement général;

Vu l'arrêté préfectoral AP 02-1436 en date du 18 septembre 2002 approuvant la révision partielle sur la commune de Verdun sur Garonne sur la ZAC de Barry ;

Considérant que la présente modification a pour objet principal de modifier le règlement du PPRI du bassin de la Garonne Amont et de fusionner les révisions partielles de règlement réalisées postérieurement à l'approbation du PPRI d'origine, de telle sorte qu'il ne demeure qu'un seul document exploitable.

Considérant que la présente modification ayant pour seul objet de modifier le règlement pour tenir compte de la réforme des surfaces de plancher en vertu de l'ordonnance visée ci-dessus, est dispensée d'enquête publique et est approuvée selon la procédure de modification simplifiée prévue par le septième alinéa de l'article L 123-13 du code de l'urbanisme.

Sur la proposition du Directeur Départemental des Territoires de Tarn et Garonne ;

A R R Ê T E

Article 1er : Le règlement du PPRI du bassin de la Garonne Amont et ses différentes révisions :

- révision 1 (Communes de Grisolles et Pompignan – AP 00-1618 du 06/11/2000)
- révision 2 (Commune de Verdun sur Garonne – AP 02-1436 du 18/09/2002)

cesse d'être applicable à compter de la date du présent arrêté.

Article 2 :

2-1 - Toutes les notions de « SHON » et de « SHOB » mentionnées dans les règlements ci-dessus sont remplacées par la notion de « surface de plancher » ou la notion de « d'emprise au sol ».

2-2 – L'exercice de substitution figure dans un nouveau règlement du PPRI du bassin de la Garonne Amont ci-annexé et applicable à compter de la date du présent arrêté.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture. Mention en sera également publiée dans deux journaux locaux

- La Dépêche du Midi
- Le Journal du Palais

Article 4 : Des copies du présent arrêté seront adressées :

- aux Maires des différentes communes concernées
- aux services de l'Etat

Article 5 : Madame la secrétaire général de la Préfecture de Tarn et Garonne, Madames et Messieurs les Maires des communes concernées, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires sont chargés chacun en ce qui le concerne d'assurer l'exécution du présent arrêté.

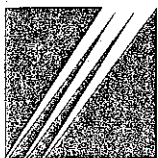
Fait à Montauban, le

27 AOUT 2014

Le Préfet,


Jean-Louis GERAUD

Délais et voies de recours: Toute personne qui désire contester le présent arrêté peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa publication. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'environnement. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de quatre mois vaut rejet implicite)



**Direction
Départementale
de l'Équipement**

Tarn-et-Garonne

**Service Urbanisme,
Habitat et Eau**

**Bureau Application
du Droit des Sois**

PREFECTURE DE TARN-ET-GARONNE

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES

SECTEUR GARONNE AMONT

A.P. n° 99- 1081

Le Préfet de Tarn-et-Garonne,

VU la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987, relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs, notamment ses articles 40.1 à 40.7 issus de la loi n° 95-101 du 2 février 1995 ;

VU le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif à l'élaboration des Plans de Prévention des Risques prévisibles ;

VU l'arrêté préfectoral n° 97-0647 du 9 juin 1997 prescrivant l'établissement du P.P.R. sur le secteur GARONNE AMONT ;

VU l'arrêté préfectoral n° 98-1435 du 1er octobre 1998 portant application anticipée de certaines dispositions du plan de prévention des risques ;

VU l'arrêté préfectoral n° 99-310 du 16 mars 1999 prescrivant la mise à l'enquête publique du projet de plan de prévention du risque "inondation" du secteur GARONNE AMONT ;

VU le rapport du Président de la Commission d'enquête et son avis favorable en date du 23 Juin 1999 ; ensemble des registres d'enquête déposés dans chacune des mairies concernées ;

VU l'avis favorable du Conseil Municipal de Beaumont de Lomagne en date du 18-01-1999 ;

VU l'avis favorable du Conseil Municipal de Bessens en date du 27-01-1999 ;

VU l'avis du Conseil Municipal de Castelferrus en date du 27-01-1999 ;

VU l'avis favorable du Conseil Municipal de Castelmayran ;

VU l'avis favorable du Conseil Municipal de Castelsarrasin du 25 janvier 1999 ;

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Égalité Fraternité

VU l'avis du Conseil Municipal de Finhan en date du 22 janvier 1999 ;

VU l'avis favorable du Conseil Municipal de Garganvillar en date du 18-12-1998;

VU l'avis défavorable du Conseil Municipal de Grisolles en date du 27-01-1999 ;

VU l'avis favorable du Conseil Municipal de Sérignac en date du 22-01-1999 ;

VU l'avis du Conseil Municipal de Saint Aignan en date du 12-01-1999 ;

VU l'avis favorable du Conseil Municipal de Saint Arroumex en date du 18-12-1998 ;

VU l'avis du Conseil Municipal de Saint Nicolas de la Grave en date du 28-01-1999 ;

VU l'avis favorable du Conseil Municipal de Saint Sardos ;

VU l'avis du Conseil Municipal de Verdun sur Garonne en date du 20-01-1999 ;

VU les avis réputés favorables des Conseils Municipaux des communes d'Angeville, Aucamville, Auterive, Beaupuy, Belbèze, Bouillac, Bourret, Caumont, Comberouger, Cordes Tolosannes, Coutures, Cumont, Dieupentale, Escatalens, Escazeaux, Esparsac, Fajolles, Faudoas, Gariès, Gensac, Gimat, Glatens, Goas, Labourgade, Lafitte, Lamothe Cumont, Larrazet, Lavit de Lomagne, Le Causé, Marignac, Mas Grenier, Maubec, Maumusson, Monbéqui, Montain, Montech, Pompignan, Savenès, Saint Porquier, Vigueron ;

VU l'avis réputé favorable du Centre Régional de la Propriété Forestière et de la Chambre d'Agriculture de Tarn-et-Garonne ;

VU le Plan des Surfaces Submersibles approuvé le 24/04/47 englobant notamment les communes d'Aucamville - Bessens - Bourret - Castelferrus - Castelmayran - Castelsarrasin - Cordes Tolosannes - Dieupentale - Escatalens - Finhan - Garganvillar - Grisolles - Mas Grenier - Monbéqui - Montech - Pompignan - St Aignan - St Nicolas de la Grave - Saint Porquier - Verdun s/Garonne.

VU le périmètre de risque d'inondation pris en application de l'article R.111-3 du Code de l'Urbanisme approuvé le 6/3/94 englobant les communes de Castelferrus - Castelmayran - Cordes Tolosannes - Garganvillar - St Aignan - St Porquier.

VU le Plan d'Exposition au risque d'Inondation sur la commune de St Nicolas de la Grave approuvé le 18/6/1992.

VU le Plan d'Exposition au risque d'Inondation sur la commune de Castelsarrasin approuvé le 31/07/1995.

SUR la proposition de M. le Directeur Départemental de l'Equipement ;

A R R E T E

Article 1er - Le Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles du secteur GARONNE AMONT tel qu'annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 - Le Plan des Surfaces Submersibles susvisé est abrogé pour les communes concernées par le présent Plan de Prévention des Risques Inondation.

Les Plans d'Exposition au Risque d'Inondation de Saint Nicolas de la Grave et de Castelsarrasin susvisés sont abrogés.

Le Périmètre de Risque Inondation susvisé est abrogé.

Article 3 - Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Mention en sera également publiée dans :

- La Dépêche du Midi ;
- Le Journal du Palais.

Article 4 - Des copies du présent arrêté seront adressées :

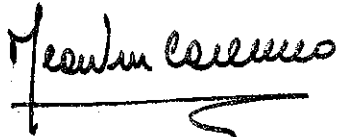
- aux Maires des communes énumérées à l'article 6 du présent arrêté.
- au Directeur Départemental de l'Équipement.

Article 5 - Le présent arrêté, ainsi que le plan qui lui est annexé seront tenus à la disposition du public :

- dans les mairies concernées ;
- dans les bureaux de la Préfecture de Montauban ;
- dans les bureaux de la Sous-Préfecture de Castelsarrasin.

Article 6 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Tarn et Garonne, M. le Sous-Préfet de Castelsarrasin, M. le Directeur Départemental de l'Équipement, Mmes et MM. les Maires des communes d'Angeville - Aucamville - Auterive - Beaumont de Lomagne - Beaupuy - Belbèze - Bessens - Bouillac - Bourret - Castelferrus - Castelmayran - Castelsarrasin - Caumont - Comberouger - Cordes Tolosannes - Coutures - Cumont - Dieupentale - Escatalens - Escazeaux - Esparsac - Fajolles - Faudoas - Finhan - Garganvillar - Gariès - Gensac - Gimat - Glatens - Goas - Grisolles - Labourgade - Lafitte - Lamothe Cumont - Larrazet - Lavit - Le Causé - Marignac - Mas Grenier - Maubec - Maumusson - Monbéqui - Montain - Montech - Pompignan - Savenès - Sérignac - St Aignan - St Arroumex - St Nicolas de la Grave - St Porquier - St Sardos - Verdun S/Garonne - Vigueron, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montauban, le 19 JUL 1999
Le Préfet,


Jean-François CARENCO

Délais et voies de recours : Toute personne qui désire contester le présent arrêté peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa publication. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'environnement. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de quatre mois vaut rejet implicite).